



L'an deux mil vingt et un, le 30 juin à 18 heures, le Conseil syndical s'est réuni à Grand Lac Communauté d'Agglomération du Lac du Bourget à Aix-Les-Bains (et visio-conférence), sous la présidence de Sandra FERRARI pour la délibération ci-dessous.

Nombre de membres en exercice :	34.
Nombre de membres présents :	21.

Date de 1ère convocation : 18 juin 2021

Date d'affichage :

<u>Présents :</u>	<i>Titulaires :</i> BALHAZARD Pierre-Louis, BRUN Pierre, DUMAZ Gérard, EXERTIER DIT MONNARD Philippe, FABRE Maryse, FERRARI Sandra, GALENE Pierre-Damien, GIMENEZ André, GRELLIER Jean-Marc, HAERINCK Sabrina, HUYNH Antoine, MORAND Marc, PETIT GUILLAUME Sophie, REVOL Karine, SALOMON Marie-Thérèse, TICHKIEWITCH Serge, TRAHAND Cécile, VAIRYO Nicolas, VANIN Gaëtan, VIAL Jean-Marc. <i>Suppléants (votant) :</i> EXERTIER Bruno.
<u>Excusés :</u>	BERTHOMIER Christian (pouvoir à C. TRAHAND), DUMAZ Régis (pouvoir à S. FERRARI), GINOLLIN Pascal (pouvoir à S. TICHKIEWITCH),
<u>Absents :</u>	BASTIEN Patrick, CAMUS Gilles, GENNARO Alexandre, GOGNY Christian, GONTHIER Gérard, LEOUTRE Jean-Marc, MANZATO Jean-Marie, MONTORO Marie-Pierre, POILLEUX Nicolas, POMMAT Dominique, TURNAR Alexandre.

ADMINISTRATION GENERALE – MODIFICATION DES STATUTS DU SMSB

Madame la présidente rappelle que selon ses statuts, le siège social du Syndicat mixte des stations des Bauges est domicilié dans les locaux de Grand Lac : 1500 boulevard Lepic – 73100 Aix-les-Bains.

La communauté d'agglomération de Grand Lac mettait à disposition du SMSB deux bureaux pour les agents du Syndicat. Grand Lac souhaite désormais utiliser ces bureaux pour ses agents et a donc demandé au SMSB d'étudier la possibilité de délocaliser le personnel du SMSB.

Après étude des diverses possibilités, il a été décidé que les agents du SMSB bénéficieraient des locaux appartenant au Syndicat sur la commune de Les Déserts à la Féclaz (bâtiment qui accueille également les services de la Régie Savoie Grand Revard et de l'Office de tourisme).

A cet effet, des travaux de réaménagement et de rafraîchissement du bâtiment ont été réalisés, corollairement à ceux réalisés par Grand Chambéry Alpes Tourisme pour son espace accueil.

Les services du SMSB n'étant plus physiquement présents dans les locaux de Grand Lac, il est proposé de modifier le siège social du Syndicat dans les statuts. Il est également demandé le changement du comptable assignataire avec un rattachement au service de gestion comptable de Chambéry en lieu et place de la trésorerie d'Aix-Les-Bains.

Il est proposé d'approuver la modification des statuts, dont il est donné lecture.

La présidente précise que la délibération et le projet de statuts seront ensuite notifiés aux collectivités membres du Syndicat, qui disposeront d'un délai de trois mois pour délibérer. A défaut, leur avis sera réputé favorable.

La modification statutaire sera ensuite actée par arrêté préfectoral.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré à la majorité,

- **APPROUVE la modification statutaire proposée ;**
- **AUTORISE Mme la présidente à notifier la présente délibération, ainsi que le projet de statuts, aux collectivités membres du Syndicat ;**
- **DEMANDE aux collectivités membres du Syndicat de délibérer dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente délibération, afin de donner un avis sur la modification statutaire proposée.**

Fait à AIX-LES-BAINS, le 30 juin 2021

LA PRESIDENTE,
FERRARI Sandra

PRÉFECTURE de la SAVOIE

07 JUIL. 2021

REÇU



Certifié exécutoire
compte-tenu de la date de transmission en Préfecture, le

☞ Votants :	24
☞ Pour :	23
☞ Contre :	0
☞ Abstention (s) :	1
☞ Blanc (s) :	0

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la date d'affichage de la décision et de sa transmission au contrôle de légalité, et dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux candidats ayant participé à la procédure ou à compter de la réponse du Syndicat mixte, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DES STATIONS DES BAUGES
MODIFICATION
Version du 30 juin 2021

PRÉFECTURE de la SAVOIE
07 JUL. 2021

RECU

Les présents statuts constituent une modification des statuts du Syndicat mixte actuellement dénommé « Syndicat mixte des stations des Bauges ».

Ils n'ont pas pour effet de créer une nouvelle personne morale, et constituent une évolution des statuts précédents, notamment son siège et son rattachement au service de gestion comptable.

Le Syndicat est un syndicat dit « à la carte » en application des articles L.5211-17, L.5211-20, L.5212-16 et L.5212-17 du Code général des collectivités territoriales.

Article 1 – Membres

Le Syndicat mixte des stations des Bauges est composé des membres suivants :

- Grand Lac, communauté d'agglomération
- Communauté d'agglomération Grand Chambéry

Article 2 – Périmètre d'action

Le périmètre d'action du Syndicat est défini par l'espace géographique délimité conformément au plan annexé aux présents statuts.

Article 3 – Compétences

Article 3.1 – Compétences obligatoires

Le Syndicat assure, en lieu et place de l'ensemble de ses membres, le développement touristique de la station de Savoie Grand Revard constitué de trois portes dont le périmètre est délimité ainsi :

- au Nord, la montagne de Bange dans sa totalité, en prenant pour limite du périmètre la ligne de crêtes identifiant clairement la frontière territoriale de la commune d'Arith,
- à l'Est, la ligne de partage du ruisseau Saint François de Sales puis la limite administrative de Les Déserts,
- au Sud, toute la chaîne du mont Peney avec le mont Nivolet, falaises incluses, partie du territoire de Saint Jean d'Arvey,
- à l'Ouest, les limites physiques constituées par les falaises du Nivolet, en passant par le Croc, le col du Perthuiset, l'observatoire du Revard, la tour des Ebats, le col de la Clusaz jusqu'au col de la Cochette, qui reprennent les parties hautes des territoires de Vérel Pragondran, Drumettaz Clarafond, Mouxy, Pugny Chatenod, Le Montcel et Saint Offenge (anciennement Saint Offenge Dessus).

La définition de ce périmètre est précisée par la cartographie portée en annexe des présents statuts, annexe qui en fait partie intégrante.

Le développement touristique et des loisirs s'entend par la réalisation et l'exploitation des aménagements et des équipements nécessaires ou connexes au développement et à la pratique des activités touristiques toutes saisons de sports et de loisirs de montagne dans le périmètre défini conformément au plan annexé aux présents statuts, à l'exclusion des équipements suivants : piscine, garderie, centre culturel, boutique de vente de matériel et hébergement.

Article 3.1.1 – Compétences hivernales

- le ski alpin et les autres activités de loisirs de neige non motorisées, dites alpines, nécessitant obligatoirement la descente de pentes ou l'utilisation de remontées mécaniques, et notamment, le surf, le ski de randonnée et les disciplines assimilées, le tubing, la luge ou autre activité de glisse.
- le ski nordique et les autres activités de loisirs de neige non motorisées dites nordiques, ne nécessitant pas obligatoirement la descente de pentes ou l'utilisation de remontées mécaniques, et notamment, le biathlon, les raquettes, le traîneau à chien, le ski jöring, le fatbike, le trail blanc.

Article 3.1.2 – Compétences estivales

- les activités de loisirs, éducatives, sportives, ludiques, récréatives susceptibles d'accroître la fréquentation, ou de compléter l'offre de loisirs de Savoie Grand Revard, et les équipements qui leur sont nécessaires.

- Les activités de pleine nature (dites APN) qui imposent différents modes de locomotion non motorisés, avec des choix d'itinéraires dans des milieux complexes et incertains :
 - o les activités d'itinérance (à l'exclusion des sentiers inscrits aux schémas directeurs de randonnées gérés par les communes et EPCI et des sentiers GR-GRP gérés par le Parc naturel régional du massif des Bauges) : notamment randonnée pédestre, équestre, en VTT, l'orientation,
 - o les activités de verticalité : notamment l'escalade sous toutes ses formes et pratiques assimilées, via ferrata, parcours aventure,
 - o les activités aériennes : notamment parapente et deltaplane,
 - o les activités souterraines : notamment spéléologie.

Article 3.1.3 – Autres compétences

- les équipements d'accueil et de confort connexes à la pratique des activités de loisirs, sportives ou non, visées précédemment, et notamment, les aires pédagogiques, les salles hors sacs, les foyers de skieurs,
- les navettes intersites.

Article 3.2 – Compétences optionnelles

Le Syndicat assure, en lieu et place de Grand Chambéry, le développement touristique et des loisirs de la station des Aillons-Margériaz dont le périmètre est délimité ainsi :

Aillons-Margériaz 1000

- au Nord, du centre d'accueil de la station jusqu'au hameau des Ginets par la D32b, conduisant jusqu'au chalet du mont de la Vierge par le sentier de randonnée et à Pré Conduit,
- au Nord-Ouest, le tènement foncier délimité par la D32a et D32b au Sud de la Mense, et la ligne de crête partant de la grotte du Nant de Rossane et couvrant falaises et ligne de crête de la montagne de Motzon et des rochers de la Badaz (via ferrata),
- à l'Est, de Pré Conduit jusqu'au col de la Sciaz par la ligne de crête du mont Pelat,
- au Sud, du col de la Sciaz jusqu'au hameau du Penon par le sentier de randonnée bordant le ruisseau de Morbier,
- à l'Ouest, du hameau du Penon jusqu'au centre d'accueil par la D32a.

Aillons-Margériaz 1400 :

- à l'Est, du sentier bordant Tanne Pardon (carrefour sentiers au point 1376 m) jusqu'à la place à Baban par la D59a aux points d'altitude 1218 m et 1318 m.
- au Sud, de la place Baban jusqu'au sommet du mont Margériaz par la combe de la Verne et le col de la Verne et les crêtes sommitales Sud-Ouest,
- au Nord, du sommet du mont Margériaz jusqu'au sentier bordant Tanne Pardon (carrefour sentiers au point 1376 m).

La définition de ce périmètre est précisée par la cartographie portée en annexe des présents statuts, annexe qui en fait partie intégrante.

Le développement touristique et des loisirs s'entend par la réalisation et l'exploitation des aménagements et des équipements nécessaires ou connexes au développement et à la pratique des activités touristiques toutes saisons de sports et de loisirs de montagne dans le périmètre défini conformément au plan annexé aux présents statuts, dont la salle hors sacs du Margériaz et le restaurant attenant, et à l'exclusion des équipements suivants : piscine, garderie, centre culturel, boutique de vente de matériel et hébergement.

Article 3.2.1 – Compétences hivernales

- le ski alpin et les autres activités de loisirs de neige non motorisées, dites alpines, nécessitant obligatoirement la descente de pentes ou l'utilisation de remontées mécaniques, et notamment, le surf, le ski de randonnée et les disciplines assimilées, le tubing, la luge ou autre activité de glisse.
- le ski nordique et les autres activités de loisirs de neige non motorisées, dites nordique, ne nécessitant pas obligatoirement la descente de pentes ou l'utilisation de remontées mécaniques, et notamment, le biathlon, les raquettes, le traîneau à chien, le ski jöring, le fatbike, le trail blanc.

Article 3.2.2 – Compétences estivales

- les activités de loisirs, éducatives, sportives, ludiques, récréatives susceptibles d'accroître la fréquentation ou de compléter l'offre de loisirs des Aillons-Margérial, et les équipements qui leur sont nécessaires.
- les activités de pleine nature (dites APN) qui imposent différents modes de locomotion non motorisés, avec des choix d'itinéraires dans des milieux complexes et incertains :
 - o les activités d'itinérance (à l'exclusion des sentiers inscrits aux schémas directeurs de randonnées gérés par les communes et EPCI et des sentiers GR-GRP gérés par le Parc naturel régional du massif des Bauges) : notamment randonnée pédestre, équestre, en VTT, l'orientation,
 - o les activités de verticalité : notamment l'escalade sous toutes ses formes et pratiques assimilées, via ferrata, parcours aventure,
 - o les activités aériennes : notamment parapente et deltaplane,
 - o les activités souterraines : notamment spéléologie.

Article 3.2.3 – Autres compétences

- les équipements d'accueil et de confort connexes à la pratique des activités de loisirs, sportives ou non, visées précédemment, et notamment, les aires pédagogiques, les salles hors sacs, les foyers de skieurs,
- les navettes intersites,
- le parking du stade de neige du Margérial.

Article 3.2.4 – Transfert de compétences optionnelles

Les compétences optionnelles définies à l'article 3.2 peuvent être nouvellement transférées au Syndicat par ses membres selon les modalités suivantes :

- le transfert prend effet au plus tard au premier jour du sixième mois suivant la notification de la délibération exécutoire de l'organe délibérant du membre demandant le transfert au président du Syndicat.
- l'accord de l'organe délibérant du Syndicat est requis.

Article 3.2.5 – Reprise de compétences optionnelles

La reprise des compétences optionnelles définies à l'article 3.2 est effectuée selon les modalités suivantes :

- la reprise de compétence prend effet au plus tard au premier jour du sixième mois suivant la notification de la délibération exécutoire de l'organe délibérant du membre demandant la reprise au président du Syndicat.
- l'accord de l'organe délibérant du Syndicat est requis.

Article 4 – Siège

Le siège du Syndicat est situé sur la commune de Les Déserts (La Féclaz) à l'adresse suivante :

SYNDICAT MIXTE DES STATIONS DES BAUGES
PLACE CENTRALE
LA FECLAZ
73230 LES DESERTS

Article 5 – Durée

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 6 – Le comité syndical

Le comité syndical est composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des collectivités membres.

Chaque membres du Syndicat désigne par ailleurs des délégués suppléants, appelés à siéger au sein du comité syndical avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou de plusieurs délégués titulaires.

- Grand Lac : 17 délégués titulaires et 3 délégués suppléants.
- Grand Chambéry : 17 délégués titulaires et 3 délégués suppléants,
- Total : 34 délégués titulaires et 6 délégués suppléants.

En application de l'article L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales, prennent part au vote :

- l'ensemble des délégués pour les délibérations relatives aux compétences obligatoires définies à l'article 3.1 et pour les délibérations présentant un intérêt commun à l'ensemble des membres du Syndicat,
- les délégués représentant les membres du Syndicat concernés par l'affaire pour les délibérations relatives aux compétences optionnelles définies à l'article 3.2,
- le président pour toutes les délibérations sauf en cas d'application des articles L.2121-14 et L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales.

Toute convocation au comité syndical est faite par le président du Syndicat. Le comité syndical se réunit au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant sur le territoire de l'un de ses membres.

Article 7 – Le président

Le président du Syndicat est l'organe exécutif de ce dernier.

Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat.

Il est seul chargé de l'administration, mais peut déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau.

Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il est le chef des services du Syndicat et représente ce dernier en justice.

Article 8 – Le Bureau

Le bureau du Syndicat est composé du président, de vice-présidents et éventuellement d'autres membres dont le nombre est défini par le comité syndical.

Dans les conditions prévues par l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le président du Syndicat, le bureau dans son ensemble ou les vice-présidents peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception des domaines énumérés par ledit article.

En application de l'article L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales, prennent part au vote :

- l'ensemble des délégués pour les délibérations relatives aux compétences obligatoires définies à l'article 3.1 et par les délibérations présentant un intérêt commun à l'ensemble des membres du Syndicat.
- les délégués représentant les membres du Syndicat concernés par l'affaire pour les délibérations relatives aux compétences optionnelles définies par l'article 3.2.
- le président pour toutes les délibérations sauf en cas d'application de l'article L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales.

Le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées sur délégation du comité syndical, à chaque réunion de ce dernier.

Article 9 – Répartition des dépenses et charges du Syndicat

En fonctionnement et en investissement, les participations seront réparties ainsi :

- pour les compétences obligatoires définies à l'article 3.1 :
 - o Grand Lac, communauté d'agglomération : 50 %
 - o Grand Chambéry l'agglomération : 50 %
- pour les compétences obligatoires définies à l'article 3.2 :
 - o Grand Chambéry l'agglomération : 100 %
- pour les dépenses communes aux compétences obligatoires et optionnelles (dépenses d'administration générale, et toutes dépenses qu'il sera pertinent de mutualiser) :
 - o Grand Lac, communauté d'agglomération : 50 % de la part afférente aux compétences obligatoires.
 - o Communauté d'agglomération Grand Chambéry : 50 % de la part afférente aux compétences obligatoires, et 100 % de la part afférente aux compétences optionnelles.

A titre de clé de répartition, les parties conviennent que les parts de dépenses communes imputables à chacune d'elles sont strictement proportionnelles à la part des budgets afférents aux compétences obligatoires et/ou optionnelles que chacune des parties aura transféré au Syndicat.

Cette répartition est définie sur la base du budget primitif en année n, et fait l'objet d'une régularisation en année n+1 sur la base du compte administratif de l'année n.

Article 10 – Ressources du Syndicat

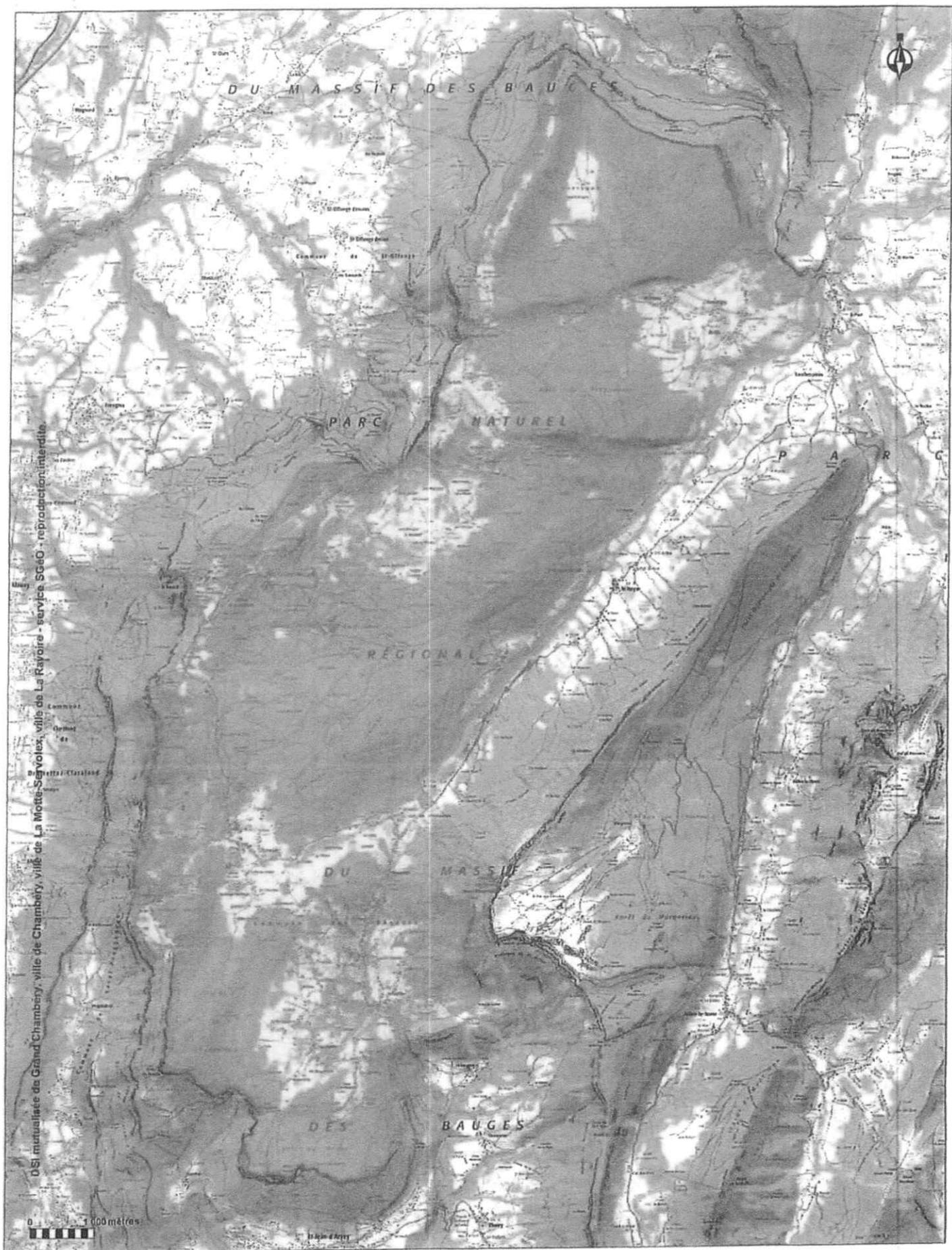
Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses correspondantes aux actions et missions qu'il exerce, conformément à son objet et en vue duquel il a été constitué.

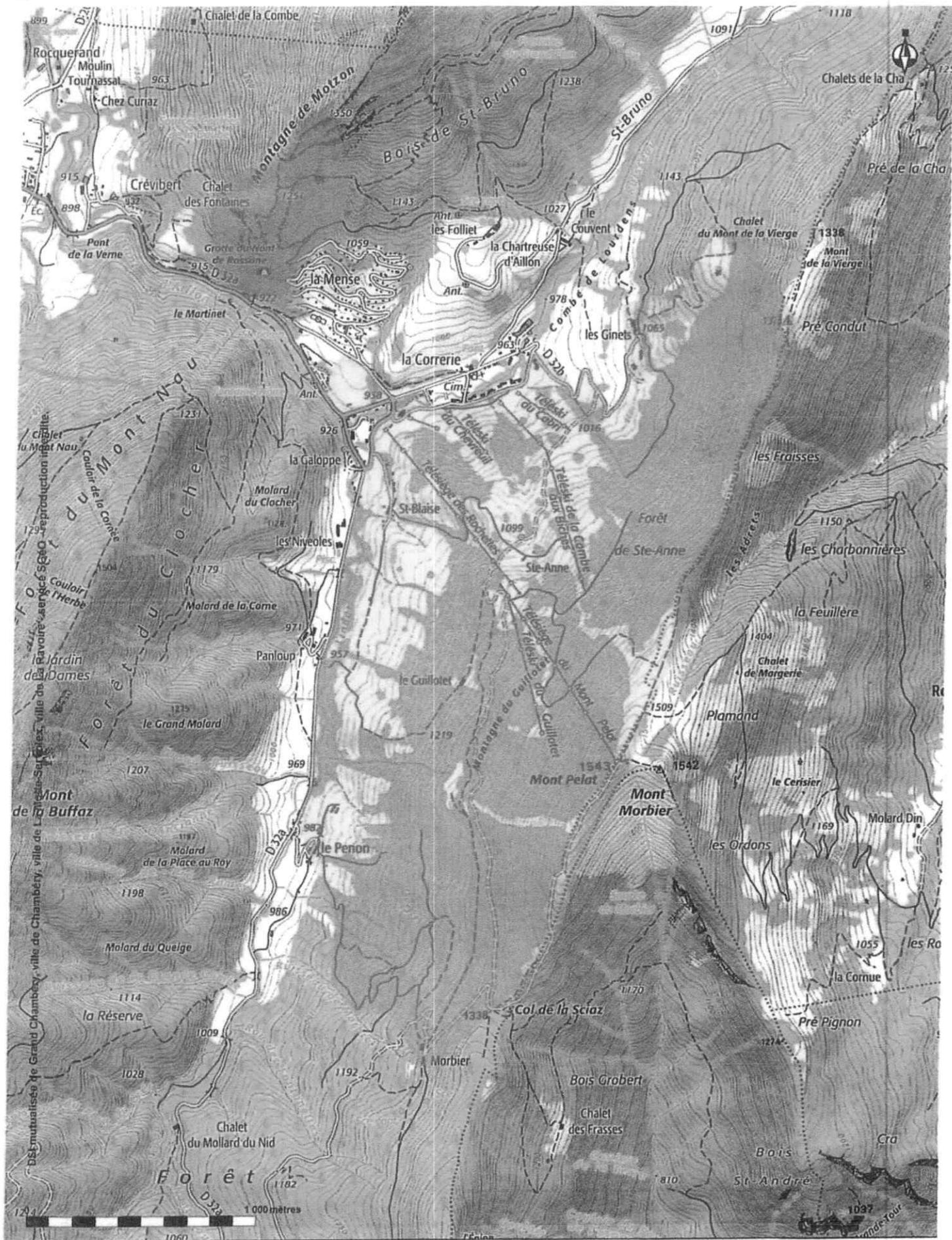
Les ressources du Syndicat comprennent :

- la contribution des membres fixée chaque année selon les modalités définies à l'article 9,
- le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat,
- les sommes que le Syndicat reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échanges d'un service rendu,
- les subventions publiques,
- les produits des dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés, notamment la taxe sur les remontées mécaniques et la redevance de ski de fond prévues aux articles L.5211-22 et L.5211-25 du Code Général des collectivités territoriales,
- le produit des emprunts,
- et tous autres produits autorisés par les textes légaux et réglementaires.

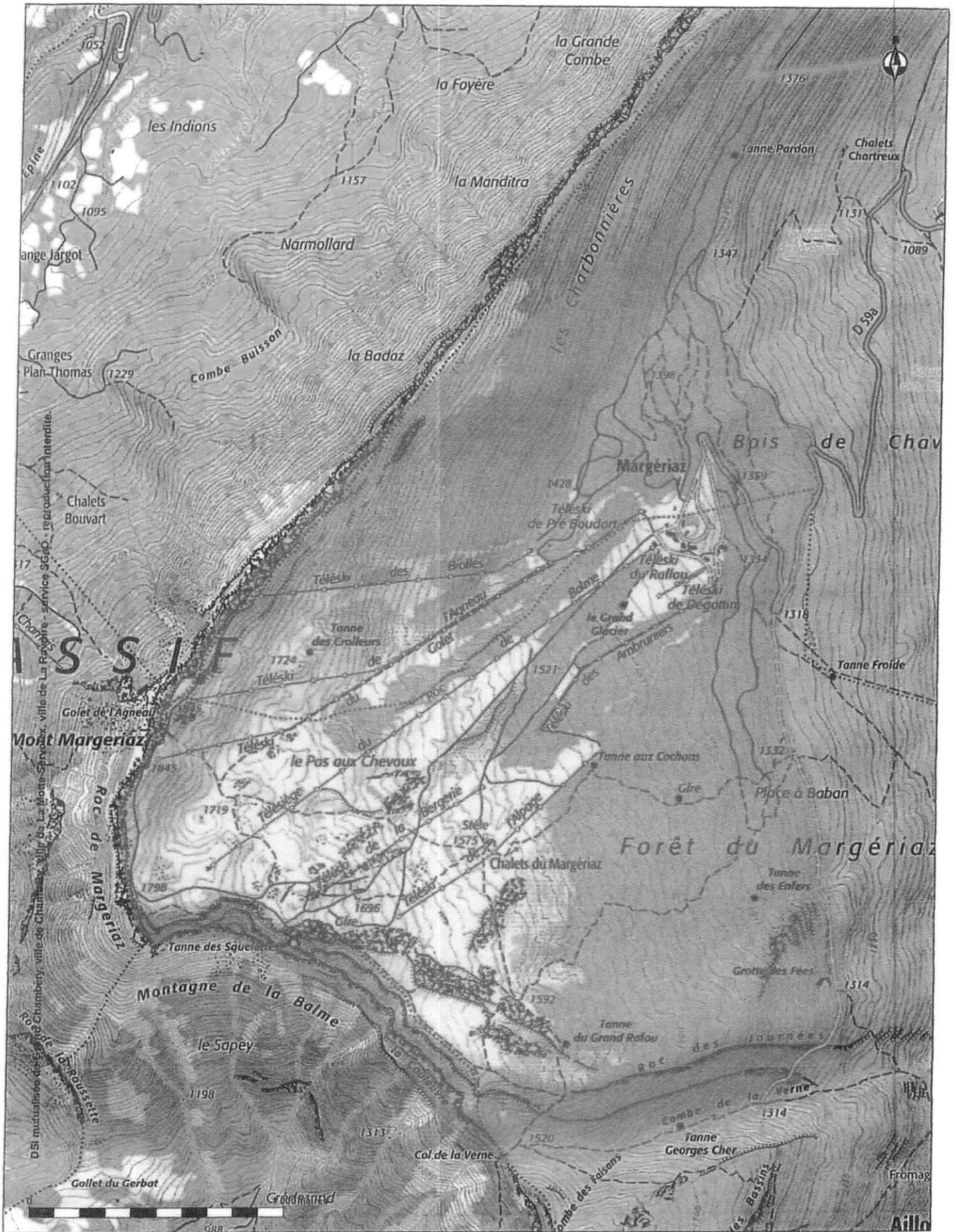
Article 11 - Receveur

Les fonctions de receveur du Syndicat sont assurées par monsieur le trésorier du service de gestion comptable de Chambéry.





AILLONS MARGERIAZ (1/2)



AILLONS MARGERIAZ (2/2)